



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA RELANCE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

Direction générale du Trésor



# BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 407 – 9 juillet 2021

## Régional

Les gouvernements africains s'unissent pour une reconstitution ambitieuse des ressources de l'IDA

Le 15 juillet 2021, [se tiendra à Abidjan](#) une réunion entre le groupe de la Banque mondiale (BM) et plusieurs chefs d'Etat africains dont ceux du Bénin, du Burkina Faso, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, du Libéria, de la Mauritanie, du Niger, du Sénégal et du Togo. L'objectif de cette réunion est souligner l'importance d'une 20<sup>ème</sup> reconstitution ambitieuse et substantielle des ressources de l'Association internationale de développement (IDA20) afin de soutenir le continent dans sa riposte contre la pandémie ainsi que la poursuite de sa transformation économique. Pour rappel, l'IDA est l'une des plus importantes sources de financement pour lutter contre l'extrême pauvreté dans les pays à revenu faible. 76 pays sont actuellement éligibles à ses ressources de l'IDA. Et, le continent africain est au 1<sup>er</sup> rang de ses zones d'intervention, avec 39 pays, dont tous les pays d'Afrique de l'ouest.

### Amélioration continue de la conjoncture au sein de l'UEMOA en mai 2021

Selon le [bulletin mensuel des statistiques](#) de la Banque centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), les principaux indicateurs d'activité économique continuent d'enregistrer une

### LE CHIFFRE À RETENIR

3,3 Mds USD

Montant que le marocain Ymmy Finance prévoit d'investir dans la ville de Niamey.

progression reflétant des effets de rattrapage. Ainsi, l'indicateur du climat des affaires, traduisant les opinions des chefs d'entreprises sur la conjoncture, s'est amélioré en moyenne de 16,6 points en glissement annuel (g.a.) en mai 2021 (après 25,8 points en g.a. en avril), plus particulièrement en Guinée-Bissau (+30,4 points en g.a.), au Sénégal (+26,4 points en g.a.) et en Côte d'Ivoire (+17 points en g.a.). S'agissant des indices du chiffre d'affaires, celle sur le commerce a augmenté de 21,1% en g.a. en mai 2021 (après une hausse de 21,8% en g.a. en avril 2021) et celle des services marchands s'est accrue de 18,7% en g.a. (contre +20,2% en g.a. en avril). Quant à l'indice de la production industrielle, il a progressé de 11,9% en g.a. (contre +15,6% le mois précédent). Au sein de l'UEOMA, l'inflation s'est établie à 3,3% en g.a. en mai 2021 – contre 3,1% le mois dernier – principalement tirée par l'évolution des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+2,2% en g.a.) et celle du logement (+1,7% en g.a.).

## 7 pays d'Afrique de l'ouest satisfont aux exigences minimales de transparence du Département d'Etat américain

Le Département d'Etat des Etats-Unis a publié, le 25 juin dernier, [l'édition 2021 de son Rapport d'évaluation sur la transparence budgétaire](#) des pays bénéficiaires de l'aide américaine. Selon les conclusions du rapport, 74 pays (sur les 141 évalués) répondent aux exigences minimales de transparence budgétaire. Parmi eux, figurent 7 pays d'Afrique de l'ouest, dont le Burkina Faso, le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie et le Togo. Les exigences minimales de transparence budgétaire comprennent la divulgation publique (i) des documents budgétaires (y compris la répartition des dépenses par ministère et celle des revenus par source et par type); (ii) de documents d'audits des comptes publics réalisés par une Cour ou un Tribunal suprême; (iii) des attributions de licences et contrats d'exploitation des ressources naturelles ainsi que les règles et procédures qui les sous-tendent. Par ailleurs, concernant les 67 autres pays ne répondant pas aux exigences minimales de transparence budgétaire, le rapport souligne que 17 d'entre eux (dont le Bénin et la Guinée) ont tout de même réalisé des progrès significatifs en la matière.

### 🇸🇵 Bénin

#### Le projet de construction de l'aéroport de Glo-Djibé bientôt lancé

Le projet de construction de l'aéroport international à Glo-Djigbé, au nord de la capitale, [serait prêt à être lancé](#), a déclaré le Ministre de l'Economie et des Finances devant l'Assemblée nationale le 29 juin 2021. D'un coût total de 360 Mds FCFA (550 M EUR), cette nouvelle infrastructure doit permettre de désengorger l'aéroport de Cotonou et d'accroître la capacité aéroportuaire du pays. L'Etat assumera 145 Mds FCFA (221 M EUR) du montant et le reste sera supporté par une structure privée à hauteur de 215 Mds FCFA (328 M EUR) dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP). Ce projet sera mis

en œuvre par la holding publique AVIC (Aviation Industry Corporation of China), spécialiste chinois de la construction aéronautique, en collaboration avec ADPI (Aéroports de Paris Ingénierie). En complément de l'aéroport, une voie express de 40 km sera construite afin d'améliorer l'accessibilité du site.

### 🇸🇵 Burkina Faso

#### Bonne mobilisation des ressources budgétaires au 1<sup>er</sup> trimestre 2021

[Selon le rapport sur la situation d'exécution du budget et de la trésorerie de l'Etat au 31 mars 2021](#), l'exécution du budget de l'Etat a été caractérisée par une mobilisation satisfaisante des recettes fiscales et une bonne maîtrise du niveau d'exécution des dépenses. En effet les ressources mobilisées à fin mars 2021 s'élèvent à 495,9 Mds FCFA (757 M EUR), soit un taux de réalisation de 23% sur une base annuelle (contre 20% lors du 1<sup>er</sup> trimestre 2020). Elles ont été principalement portées par les recettes fiscales qui ont représenté 77,4% des ressources mobilisées. Concernant les dépenses, elles ont été globalement exécutées à hauteur de 651 Mds FCFA (994 M EUR) à fin mars 2021, soit un taux d'exécution de 24,6% sur une base annuelle (contre 22,9% lors du 1<sup>er</sup> trimestre 2020). Pour rappel, le déficit budgétaire annuel pour l'année 2021 est attendu à 5,6% du PIB.

#### 702 M EUR pour la construction de 100 000 logements

Le 24 juin 2021, [a eu lieu à Loumbila](#) la pose de la 1<sup>ère</sup> pierre du projet immobilier dénommé "Espoir City", s'étalant sur 15 ans et visant à construire 100 000 logements dans le pays. Ce projet, conclut entre Kastor Africa et le Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville dans le cadre d'un partenariat public-privé (PPP), mobilisera environ 702 M EUR de ressources et développera également des infrastructures marchandes, économiques, sanitaires et sportives en plus des logements. Les premières bâtisses sont attendues pour juin 2022.

## Cap-Vert

### Le gouvernement adopte la LFR 2021

Le Gouvernement du Cap-Vert a approuvé, lors du conseil des ministres du 1<sup>er</sup> juillet, le [projet de loi de finances rectificative \(LFR\) 2021](#) d'un montant de 78 Mds CVE (704,4 M EUR), en hausse de 0,1% par rapport au budget initial. La nouvelle proposition de budget prévoit une baisse de la croissance, estimée entre 3 et 5,5% (contre 6,8 et 8,5% prévus initialement), un déficit budgétaire de 13,6% du PIB (contre 9,6% initialement prévu) et un taux de chômage de près de 14,2% à la fin de l'année. Par ailleurs, la dette publique est estimée à 158,6% du PIB à la fin 2021.

### Appui budgétaire du Luxembourg en soutien à l'emploi et à la santé

Le Ministre cap-verdien des Affaires étrangères et de l'intégration régionale et le Ministre luxembourgeois de la Coopération et de l'action communautaire ont signé [deux accords d'un montant total de 15 M EUR sur une période de 5 ans](#). Un premier financement vise à soutenir la politique d'emploi du pays à hauteur de 10 M EUR et le second est dédié au secteur santé (5 M EUR). Les deux accords s'inscrivent dans le cadre du nouveau programme indicatif de coopération développement (PIC 2021-2025), signé en juillet 2020 entre les deux pays.

## Côte d'Ivoire

### Obtention d'une notation inaugurale de "BB-" par S&P

L'agence de notation financière Standard & Poor's (S&P) [a décerné](#), le 6 juillet 2021, à la Côte d'Ivoire la note "BB-" avec perspective stable. [Selon l'agence](#), les réformes structurelles attendues dans le cadre du Plan national de développement (PND) 2021-2025 devraient permettre une trajectoire de croissance économique forte (+6% en 2021). Aussi, l'appartenance de la Côte d'Ivoire à l'UEMOA

limite d'une certaine façon sa flexibilité monétaire, mais réduit les risques externes propres au pays. Avec cette note, la Côte d'Ivoire devient le 2<sup>e</sup> pays d'Afrique subsaharienne le mieux noté par S&P, après le Botswana (BBB+), et au même niveau que l'Afrique du Sud (BB-). Ainsi, elle devrait permettre l'amélioration des conditions de financement du pays sur les marchés internationaux.

### Mise en place d'un plan de formation pour les jeunes dans les filières agricoles et agroalimentaires

Le Premier ministre [a annoncé](#), le 5 juillet 2021, le lancement d'un programme de formation dans l'agriculture et dans l'agroalimentaire, concernant 500 000 jeunes âgés de 15 à 25 ans. Les premiers projets-pilotes débiteront le 1<sup>er</sup> septembre 2021 dans les filières mangue, ananas et cacao sur tout le territoire. L'objectif du programme est de développer de nouvelles industries de transformation des produits agricoles pour gagner en valeur ajoutée. Le gouvernement espère ainsi pouvoir conquérir de nouveaux marchés à l'étranger.

### Emission d'un nouvel Eurobond en vue

Le gouvernement ivoirien a décidé de [lever sur les marchés financiers internationaux un montant supplémentaire de 1 Md EUR](#) au titre du Budget pour la gestion 2021, en vue de faire face aux besoins additionnels de financement de l'Etat. Le montant initialement prévu au budget 2021 pour les Eurobonds est de 707,5 Mds FCFA (1,1 Md EUR), entièrement mobilisé à travers les récentes émissions d'Eurobonds de novembre 2020 et février 2021. Pour rappel, ces deux dernières émissions ont permis de lever respectivement 1 Md EUR et 850 M EUR, avec une bonne partie ayant servi à des opérations de reprofilage de dette.

### Les exonérations fiscales et douanières en hausse de 12,5% au 1<sup>er</sup> trimestre 2021

Selon le communiqué du Conseil des Ministres tenu le 7 juillet 2021, [le coût des exonérations](#)



[fiscales et douanières a augmenté au premier trimestre de 12,5% en glissement annuel pour s'établir à 87,1 Mds FCFA \(132,8 M EUR\).](#) Ce coût représente 6,6% des recettes brutes mobilisées par les administrations fiscale et douanière contre 7,2% à la même période en 2020. Les exonérations accordées à fin mars 2021, au titre de la fiscalité de porte, se chiffrent à 55,3 M FCFA (84,3 M EUR), soit 63,4% de la dépense fiscale, et en régime intérieur à 31,8 Mds FCFA (48,5 Mds EUR), soit 36,6%. Ces exonérations ont été particulièrement importantes en matière de TVA, de droits de douane et de taxes sur les produits pétroliers. Les secteurs d'activités ayant bénéficié des exonérations les plus importantes sont principalement l'Industrie, les Services, l'Administration et les BTP.

## 🇬🇲 Gambie

### L'entreprise GamPetroleum déclare un bénéfice de 3,8 M EUR

Lors de son assemblée générale annuelle tenue le 1<sup>er</sup> juillet 2021, la société à participation financière publique GamPetroleum Storage Facility [a annoncé](#) un bénéfice avant impôt de 228 M GMD (3,8 M EUR) au cours de l'exercice 2020/21. Cette performance a été enregistrée malgré le contexte de crise sanitaire ayant affecté le commerce transfrontalier. GamPetroleum, seule entreprise dans son secteur, fournit une installation de stockage opérationnelle pour tous les produits pétroliers importés en Gambie.

## 🇬🇳 Guinée

### Inflation à +12,4% en mai 2021

Selon [l'Institut national de la statistique](#), l'inflation s'est établie à +12,4% en g.a. en mai 2021, contre +11,7% en g.a. le mois précédent. La hausse des prix a notamment été tirée par celle du secteur de l'ameublement, de l'équipement et du ménage (+17,3% en g.a.), des produits alimentaires, boissons et tabac (+16,7% en g.a.) et

de la santé (+6,4% en g.a.). Cette augmentation a été légèrement atténuée par la baisse des prix des transports (-4,2% en g.a.). Selon le FMI, le taux d'inflation moyen annuel devrait se situer à +11,6% en 2021.

### Accroissement des réserves de change et des recettes publiques au 1<sup>er</sup> trimestre

Selon [l'Institut National de la Statistique](#), au 1<sup>er</sup> trimestre 2021, les échanges de la Guinée avec le reste du monde se sont soldés par une capacité de financement de 360,9 M USD (contre un besoin de financement de 63,7 M USD l'année précédente). En conséquence, les réserves brutes de change ont connu une augmentation de 6% pour s'établir à 4,2 mois d'importations des biens et services. Du côté des finances publiques, les recettes totales ont enregistré une hausse de 13% par rapport à la même période de 2020, en lien avec l'accroissement simultané des recettes fiscales (+14,4%) et non fiscales (+12,7%). Cela s'explique en partie par les bonnes performances du secteur minier guinéen au 1<sup>er</sup> trimestre 2021.

## 🇱🇧 Libéria

### 2<sup>nd</sup> forum des affaires et de l'investissement

Le 30 juin 2021, s'est tenu le [2<sup>nd</sup> forum des affaires et de l'investissement](#) libérien sous le thème "Opportunités commerciales pour une croissance économique durable", avec un focus sur les secteurs de la santé, de l'agriculture et du tourisme. Ce forum avait pour objectif de servir de plateforme d'échanges entre le secteur privé, les partenaires au développement et le gouvernement, dans l'optique de soutenir le programme du gouvernement libérien en faveur des pauvres pour la prospérité et le développement (PAPD). Par ailleurs, lors de son discours, le Président a insisté sur le rôle crucial des investissements directs étrangers dans le développement du pays. [Selon la CNUCED](#), en 2020, les flux d'IDE à destination du Libéria se sont élevés à 87 M USD, plaçant le pays au 12<sup>ème</sup> rang des récipiendaires au sein de la CEDEAO.

## 🍷 Mauritanie

Les échanges extérieurs en hausse de 21,7% au 1<sup>er</sup> trimestre 2021 en g.a

Selon l'Agence nationale de la statistique et de l'analyse démographique et économique ([ANSADE](#)), les échanges commerciaux de la Mauritanie avec le reste du monde ont enregistré une hausse de 21,7% au 1<sup>er</sup> trimestre 2021 en glissement annuel (g.a.). Les exportations s'établissent à 28,9 Mds MRU (651 M EUR), soit une croissance de 20% par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2020, en lien notamment avec la hausse des exportations de minerai de fer (+60,7% en g.a.). Les importations ont également connu un regain pour s'établir à 26,9 Mds MRU au 1<sup>er</sup> trimestre 2021, soit une hausse de 23,7% par rapport au 1<sup>er</sup> trimestre 2020. Ces résultats permettent au pays d'afficher une balance commerciale positive de 2 Mds MRU (46,7 M EUR) au 31 mars 2021.

## 🍷 Niger

Le marocain Ymmy Finance prévoit d'investir 3,3 Mds USD à Niamey

Le groupe marocain Ymmy Finance Holding a signé, le 3 juillet 2021, [un protocole d'accord](#) avec les autorités de la ville de Niamey pour un investissement d'un montant total de 3,3 Mds USD visant à effectuer plusieurs projets industriels et d'infrastructures dans la capitale nigérienne. Les projets, au nombre de six, seront réalisés sur 8 ans et la majorité relève d'un contrat Partenariat-Public-Privé (PPP). Il s'agit notamment de (i) la réalisation d'un complexe agro-alimentaire (embouche du bétail, culture fourragère, abattoir, transformation de viande, filière lait et aviculture) ; (ii) le développement d'une "ville nouvelle" avec 36 960 logements sociaux ; (iii) la construction d'un centre commercial sur 1 050 hectares ; (iv) la réalisation d'une "smart city" le long des rives du fleuve Niger ; (v) la construction d'une zone industrielle ; (vi) l'installation de 20 000 lampadaires solaires.

## 🍷 Sénégal

65 M EUR de la BAfD en soutien à la mobilisation des ressources internes

Le Conseil d'administration de la Banque africaine de développement (BAfD) [a approuvé](#), le 2 juillet 2021, un prêt de 42,6 Mds FCFA (65 M EUR) en faveur du Sénégal pour le financement de la 2<sup>ème</sup> phase du Programme d'appui à la mobilisation des ressources et à l'efficacité des réformes (PAMRER II). Le projet vise à : (i) accentuer la mobilisation des ressources internes du pays ; (ii) œuvrer pour l'élargissement de l'assiette fiscale ; (iii) soutenir la relance via des réformes stratégiques pour l'attractivité des investissements. Pour rappel, le PAMRER I a été financé à hauteur de 62,5 M EUR par la BAfD.

12 projets au titre de la coopération décentralisée franco-sénégalaise validés

Dans le cadre du [dispositif conjoint d'appui à la coopération décentralisée entre la France et le Sénégal](#), le comité de sélection, qui s'est réuni le 6 juillet 2021 à Dakar, a validé 12 projets au titre de l'année 2021 pour une enveloppe de 394 M FCFA (environ 600 K EUR). Ces projets, proposés par des collectivités partenaires, portent sur des thématiques telles que l'emploi des jeunes et des femmes et sur des questions environnementales. Au total, depuis 2015, 81 projets, représentant un montant de 1,7 Md FCFA (2,6 M EUR), ont été cofinancés aux profits des collectivités.

Lancement du projet de Parc industriel intégré de Diamniadio

Le Chef de l'Etat sénégalais a procédé, le 6 juillet 2021, au lancement la [deuxième phase du Parc industriel intégré de Diamniadio](#), prévue sur une superficie de 40 hectares et financée par EximBank Chine à hauteur de 60 Mds FCFA (91,5 M EUR). Ce projet rentre dans le cadre de la politique d'industrialisation du pays et la 2<sup>nde</sup> phase devrait permettre l'installation de 25 nouvelles entreprises. Pour rappel, la 1<sup>ère</sup> phase du projet, d'un coût de 80 Mds FCFA (122 M EUR),



a déjà permis d'attirer 12 entreprises actives dans plusieurs secteurs, dont la confection, l'électronique, le numérique, l'agroalimentaire, les produits pharmaceutiques, l'emballage, l'énergie solaire, ainsi que la création de près de 1 400 emplois directs.

## Sierra Leone

### Inflation à +9,8% en g.a en mai 2021

Selon l'Institut des statistiques, [l'inflation s'est établie à +9,8% en glissement annuel \(g.a.\) en mai 2021](#), contre +9,6% en g.a. le mois précédent. La hausse des prix a notamment été tirée par celle des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+17,6% en g.a.), celle des boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants (+17,2% en g.a.) et celles des produits d'ameublement, d'équipements ménager et d'entretien ménager (+10,5% en g.a.). A noter que l'inflation globale a été quelque peu atténuée par la baisse des prix dans le secteur de la santé (-3,7% en g.a.). Pour l'ensemble de l'année 2021, le taux d'inflation moyen annuel [projeté par le FMI est de +10,4%](#).

## Togo

### Inflation à +3,8% en mai 2021 en g.a

Selon l'Institut national de la statistique et des études économiques et démographiques ([INSEED](#)), l'inflation s'est établie à +3,8% en g.a. en mai 2021, contre +3% en g.a. le mois

précédent. La hausse des prix a notamment été tirée par celle du secteur des communications (+8,5% en g.a.), des produits alimentaires et boissons non alcoolisées (+7,6% en g.a.) et des restaurants et hôtels (+3,3% en g.a.). Cette augmentation a été légèrement atténuée par la baisse des prix des transports (-4% en g.a.) et celle de la santé (-1,3% en g.a.). Selon le FMI, le taux d'inflation moyen annuel devrait se situer à +1,5% en 2021.

### Exonérations fiscales de l'ordre de 87 M EUR au titre de l'année 2019

Dans son [rapport d'évaluation des dépenses fiscales de l'année 2019](#), publié en juin 2021, le ministère de l'Economie et des Finances a signalé avoir enregistré des exonérations fiscales de 56,9 Mds FCFA (87 M EUR) sur l'année, soit 1,3% du PIB. Cette perte, d'un montant équivalent à 10,9% des recettes fiscales de l'année 2019, est essentiellement liée aux exonérations sur : (i) la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) à hauteur de 31,7 Mds FCFA (48 M EUR) ; (ii) l'impôt sur les sociétés à hauteur de 18,3 Mds FCFA (28 M EUR) ; (iii) les droits de douane à hauteur de 5,6 Mds FCFA (8,5 M EUR) ; (iv) la redevance statistique à hauteur de 1 Md FCFA (1,5 M EUR) ; (v) les autres droits d'accises à hauteur de 300 M FCFA (458 K EUR). Par ailleurs, les autorités togolaises ont annoncé d'autres évaluations qui devront s'étendre à l'ensemble des impôts, droits et taxes budgétaires afin de déterminer le coût réel de l'ensemble des dépenses fiscales.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)



Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan  
Rédacteurs : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Bamako, Dakar, Lomé et Ouagadougou, antennes de Conakry et Nouakchott

Pour s'abonner :

[abidjan@dgtresor.gouv.fr](mailto:abidjan@dgtresor.gouv.fr)